



Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer



Comptes économiques rapides de la Guyane en 2025 En 2025, la reprise du spatial relance la croissance guyanaise

En 2025, l'économie de la Guyane renoue avec la croissance en enregistrant une progression de 3,9 % en volume, après deux baisses consécutives les années précédentes. Les premiers contributeurs à cette tendance sont les exportations qui bondissent, en lien avec la reprise de l'activité spatiale. Le regain de l'activité économique régionale s'explique également par une accélération de la consommation des ménages, favorisée par le ralentissement de l'inflation et soutenue par le dynamisme du marché du travail. À l'inverse, la consommation des administrations publiques diminue en 2025 et les investissements reculent, tirés par la baisse de l'investissement public, malgré la hausse de l'investissement privé.

En 2025, le Produit intérieur brut (PIB) de la Guyane augmente de 3,9 % en volume après deux années consécutives de baisse (-1,6 %¹ en 2023 puis -1,1 % en 2024) (figure 1). Ce rebond contraste avec le ralentissement de la croissance observé en France (+0,8 % après +1,5 % en 2024) (figure 2) [références bibliographiques (1), 2026].

1. Le PIB et ses principales composantes (en %)

Composante du PIB en 2025	Évolution en volume aux prix de l'année précédente	PIB (en millions d'euros courants)	Évolution des prix	Évolution en valeur	Contribution à la croissance (en points)
Produit intérieur brut	3,9	5 505	2,2	6,2	3,9
Consommation des ménages	3,0	3 233	0,5	3,5	1,8
Consommation des administrations publiques	-1,9	2 965	2,0	0,1	-1,1
Investissement	-2,1	1 548	2,6	0,5	-0,6
Imports de biens et services	7,8	3 554	0,9	8,7	-4,9
Exports de biens et services	76,1	1 109	3,1	81,5	9,0
Variations de stocks	nd	204	nd	nd	-0,2

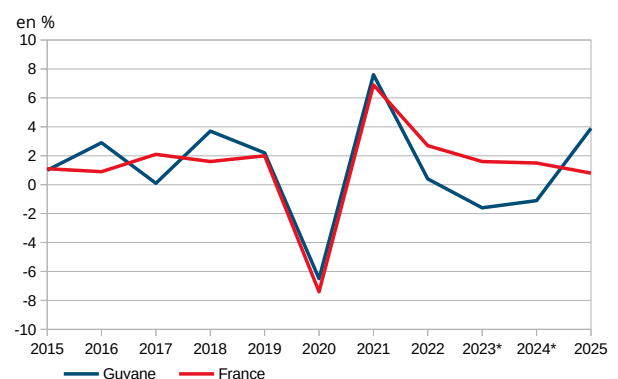
nd : non disponible

Lecture : En 2025, le PIB de la Guyane augmente de 3,9 % en volume (hors effet prix) par rapport à 2024.

Sources : Cerom, Comptes rapides.

¹ Chiffre révisé en 2026.

2. Taux de croissance du PIB en volume (en %)



* chiffres révisés en 2026

Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Le PIB par habitant guyanais s'élève à 18 500 euros. À titre de comparaison, il atteint 31 000 euros en Martinique, 29 500 euros en Guadeloupe et 43 400 euros au niveau national. Structurellement faible par rapport aux autres régions ultramarines, cette différence de niveau s'explique principalement par la forte proportion de jeunes dans la population, dont la contribution à la production de richesses

est plus faible que celle des personnes en âge de travailler et par la croissance démographique du territoire (+1,4 % de population en moyenne par an depuis 2015).

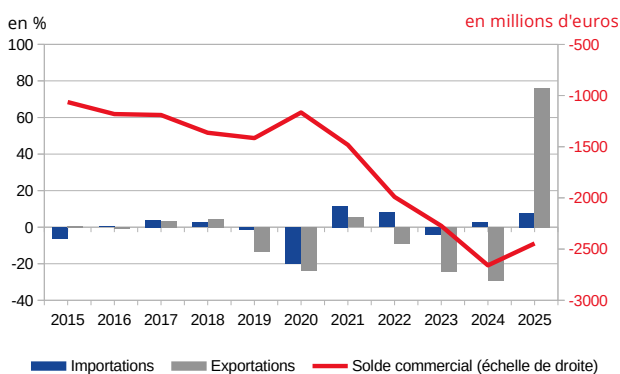
La reprise du spatial dynamise les échanges extérieurs

Après deux années de transition, l'activité du Centre spatial guyanais (CSG) redémarre en 2025. Comptabilisées en exportations de services, les activités du CSG totalisent sept lancements (quatre pour Ariane 6 et trois pour Vega-C), soit un retour au niveau observé en 2021. Cette reprise se traduit par une forte progression des exportations (+76,1 % en volume), après le net recul enregistré en 2024 (-29,2 %) (figure 3). En 2025, 58,2 % des exportations totales en valeur relèvent de l'industrie du spatial. Hors activité spatiale, les exportations augmentent de 10,3 %, portées par une hausse des biens manufacturés (+32,8 % en volume). À l'inverse, les exportations de minerais reculent nettement (-47,4 % en volume).

Dans le même temps, les importations augmentent de 7,8 % en volume, en lien avec les besoins générés par la reprise des activités spatiales. Les importations de produits manufacturés, qui représentent près des deux tiers des importations totales, progressent de 8,9 % en volume. Une partie de ces biens est destinée à la construction spatiale, dont les importations progressent de 6,1 % en volume. Les activités du CSG soutiennent également les importations de services scientifiques et techniques, mobilisés pour les opérations de lancement, d'ingénierie et de maintenance.

Au final, le solde commercial reste déficitaire mais s'améliore d'un peu plus de 200 millions d'euros en 2025, grâce à une augmentation des exportations en valeur plus importante que celles des importations.

3. Évolution des importations et des exportations en volume (en %) et solde commercial en valeur (en millions d'euros)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

L'activité touristique soutient également les exportations

La fréquentation touristique progresse de 7,0 %, soutenue par la hausse du trafic aérien (+5,5 % de passagers), tandis que l'activité de croisière recule (8 300 croisiéristes accueillis

contre 9 200 l'année précédente). Les dépenses touristiques, comptabilisées en exportations de services, augmentent de 6,8 % en volume et représentent 10,1 % des exportations guyanaises en valeur. Comme aux Antilles, la dépense moyenne par touriste de séjour diminue (-5,6 %) pour atteindre 1 741 euros par personne. Elle demeure toutefois bien supérieure à celle observée en Guadeloupe (975 euros) et en Martinique (973 euros), principalement en raison de la part importante du tourisme d'affaires en Guyane, pour partie lié à l'activité spatiale [références bibliographiques (2), 2026].

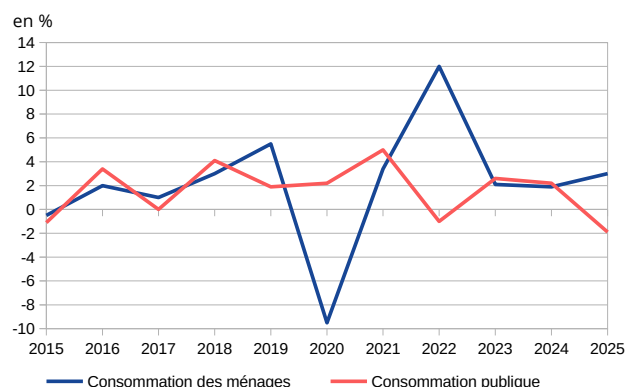
L'inflation diminue de moitié

En 2025, la hausse des prix à la consommation des biens et services en Guyane ralentit. L'inflation s'établit à +1,5 % sur l'année, contre +3,0 % en 2024. L'inflation reste supérieure au niveau national (+0,9 %, contre +2,0 % en 2024). Après de fortes hausses entre 2021 et 2024, les prix de l'énergie diminuent (-6,4 % en 2025 contre +7,2 % en 2024). Cette baisse, tirée par le repli des tarifs de l'électricité, contribue à réduire l'inflation de 0,6 point, tandis que les produits pétroliers restent globalement stables. Ce ralentissement résulte également d'une progression moins soutenue des prix de l'alimentation (+2,6 % contre +4,9 % en 2024), qui demeure toutefois le deuxième poste contributeur à l'inflation (+0,4 point). Les prix des produits manufacturés restent stables. À l'inverse, les prix des services affichent une hausse plus marquée (+3,6 % contre +2,8 % en 2024) et constituent le principal moteur de la hausse des prix en 2025. Ils contribuent à hauteur de 1,7 point à l'augmentation des prix, notamment les services divers (1,3 point, +6,6 %), tels que les soins personnels, la protection sociale, les assurances et les services financiers.

La croissance est portée par la consommation des ménages

La consommation des ménages augmente de 3,0 % en volume, après une hausse plus modérée de 1,9 % en 2024 (figure 4).

4. Évolution de la consommation des ménages et des administrations en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Elle contribue à hauteur de 1,8 point à la croissance. Cette dynamique s'appuie à la fois sur le ralentissement de l'inflation, qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et sur la dynamique du marché du travail. L'emploi salarié continue de progresser, bien que son rythme ralentisse (+1,0 % après +2,0 % en 2024). Dans ce contexte, les crédits à la consommation demeurent dynamiques (+9,6 % après +7,0 % en 2024), malgré un environnement monétaire moins favorable. En effet, les taux des crédits à la consommation poursuivent leur hausse pour s'établir à 6,91 %. Parallèlement, le nombre de dossiers de surendettement déposés (315) augmente de 8,2 %, traduisant une montée de la vulnérabilité financière de certains ménages [références bibliographiques (3), 2026].

La consommation publique est en repli

Après une progression de 2,2 % en 2024, la consommation publique recule de 1,9 % en volume en 2025, contribuant négativement à la croissance (-1,1 point). Cette évolution s'accompagne d'un léger recul de l'emploi public (-0,3 %).

Dans le détail, les dépenses des administrations publiques diminuent fortement (-6,9 % en volume contre +2,8 % en 2024), en lien avec une baisse des effectifs (-2,5 %). Cette évolution s'inscrit dans un contexte national de tensions budgétaires et de maîtrise des dépenses publiques, qui pèse sur les moyens mobilisés par les administrations. Malgré une progression des effectifs dans l'enseignement (+0,7 %), les dépenses de l'enseignement diminuent en volume (-1,2 %). Cette évolution pourrait traduire un décalage entre l'augmentation des besoins engendrés par la dynamique démographique et la progression des moyens mobilisés pour y répondre en Guyane. À l'inverse, les dépenses de consommation dans le secteur de la santé demeurent stables en volume, tandis que les effectifs progressent de 2,2 % dans la santé humaine. Cette stabilité reflète le maintien des moyens mobilisés pour répondre aux besoins de soins dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques.

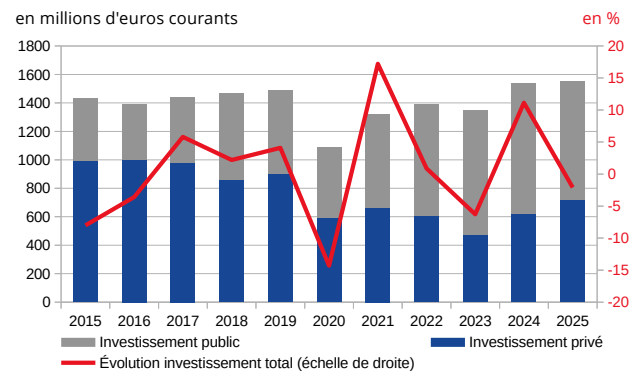
Le recul de l'investissement est tiré par une commande publique en berne

En 2025, l'investissement diminue de 2,1 % en volume, après une progression de 11,1 % en 2024 (figure 5). Ce repli est lié à la diminution des dépenses d'investissement public (-9,2 % en valeur après +4,6 % en 2024).

À l'inverse, l'investissement privé augmente de 14,7 % en valeur, soutenu par plusieurs projets d'envergure, comme les centrales de bioénergie du Larivot (600 millions d'euros) et de biomasse à Sinnamary (145 millions d'euros). Cette dynamique de l'investissement s'observe également dans la hausse des encours des crédits d'investissement (+8,3 % en 2025).

La baisse de la commande publique, conjuguée au recul de l'investissement privé dans le logement, pénalise l'activité dans la construction. Dans ce contexte, l'investissement diminue de 10,7 % en volume dans ce secteur.

5. Montant des investissements privé et public (en millions d'euros) et évolution de l'investissement total en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Les **importations**, qui par définition ne sont pas produites sur le territoire, sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB.

Les **dépenses touristiques** sont comptabilisées en exportations et hors billets d'avion.

Méthodologie

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les comptes économiques sont en « base 2020 »

Depuis 2024, les comptes économiques sont réalisés en base 2020. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. La base 2014 intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système européen des comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. La base 2020 n'intègre pas de changement conceptuel pour les départements des Antilles-Guyane mais corrige certaines méthodes et apporte des améliorations qualitatives telles que la refonte du traitement des données comptables des entreprises.

Les indicateurs présentés sont issus de comptes régionaux annuels définitifs jusqu'en 2021, provisoires pour 2022, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2023 à 2025.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 24 branches et 24 produits. Le modèle s'appuie sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Références bibliographiques

- (1) Equienta J., Héam J.-C., Meinzel P. (Insee), « [Les comptes de la Nation en 2025 : Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie](#) », Insee Références avril 2026.
- (2) Chieze Devivier V., Lorte-Villarcon L., Mouty P., Raffy G. (Insee), « [En 2025, la conjoncture économique reste favorable en Guyane](#) », Insee Conjoncture Guyane N°39, avril 2026.
- (3) Cariou A., Ollivier F. (Iedom), « [Un environnement économique qui s'améliore, malgré des vulnérabilités persistantes](#) », Synthèse annuelle Guyane 2025, avril 2026.



Partenariat

Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour les DROM, l'ISÉE pour la Nouvelle-Calédonie et l'ISPF pour la Polynésie française. Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

Pour en savoir plus

« [Les comptes économiques de la Guyane](#) » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.

« [En 2025, plus d'un résident en âge de travailler sur quatre est privé d'emploi en Guyane](#) », Insee Analyses Guyane n°81, mai 2026.

« [La croissance guyanaise est de retour en 2021, portée par l'investissement](#) », Insee Flash Guyane n°218, février 2026.

« [Rapport annuel économique de la Guyane 2025](#) », consultable sur le site de l'iedom.